

- ➔ 11 200 suppressions de postes en 2008
 - ➔ 13 500 suppressions de postes programmées pour 2009
 - ➔ 40 000 suppressions pour les 3 années à venir qui vont se rajouter aux 21 300 effectuées entre 2003 et 2007.
- Nous ne sommes plus dans « l'épaisseur du trait » comme le dit Xavier Darcos.***

En clair, les 2.100 suppressions de postes constatées en cette rentrée dans **les lycées, collèges et lycées professionnels** de la Région parisienne ne sont qu'un début ! Or elles se traduisent déjà par :

- une augmentation des effectifs dans les classes (35 élèves voire plus en lycée, 28 à 30 élèves dans les classes de collèges même en ZEP);
- une limitation des options et des formations;
- la disparition de dédoublements de classe voire d'heures d'enseignements obligatoires.

Pilotée par la chasse aux postes, la réforme du lycée en préparation pour la rentrée 2009 est pleine de dangers pour la qualité des formations en lycée, et pour le bac lui-même.

Dans les écoles : les conditions d'enseignement (effectifs, remplacement...) ne s'améliorent pas. La décision de supprimer deux heures hebdomadaires d'enseignement pour tous les élèves (soit 3 semaines de cours en moins par an), au bénéfice d'un soutien pour quelques enfants annoncé comme LA solution à la difficulté scolaire n'est pas acceptable. Elle risque à terme de stigmatiser ces élèves et d'augmenter le nombre d'enfants en difficulté pour qui ces heures manqueront. De plus qui peut croire que rajouter des heures à la journée de classe d'un enfant va lui être bénéfique ? Pour assurer la réussite des élèves, il faut améliorer les conditions d'enseignement de tous dans le temps scolaire ;

Le budget annoncé prévoit la suppression de 3000 postes d'enseignants spécialisés des **RASED**, enseignants formés pour aider les élèves selon leur difficulté propre. Et Monsieur Darcos veut nous faire croire que sa préoccupation première est la difficulté scolaire

La scolarisation en maternelle, dans les petites sections notamment est remise en cause

Les mesures décidées unilatéralement et sans concertation (heures supplémentaires imposées dans le second degré, heures de soutien dans les écoles) désorganisent les emplois du temps et la vie dans les établissements

Les mesures d'assouplissement de la carte scolaire servent d'alibi à une hausse généralisée des effectifs dans les classes

Des manques préoccupants de personnels de la vie éducative : médecins scolaires, infirmiers, assistants sociaux et conseillers d'orientation-psychologues, d'assistants d'intégration scolaire pour les élèves handicapés

Un recours accru à des personnels précaires à tous les niveaux

**Dans les Hauts de Seine comme ailleurs
le service public d'éducation est en danger !**

Parce que nous voulons une Ecole Publique de qualité pour tous,

➔➔ Mobilisons-nous,

➔➔ Refusons les mesures régressives,

➔➔ Obtenons des budgets ambitieux

**Dimanche 19 Octobre 2008 – Place d'Italie à 12h
Place d'Italie – Angle du boulevard Blanqui**